

Le Polémique

Journal des étudiant.e.s de science politique et d'études
internationales

UNE REVOLUTION ÉCOLOGIQUE ET SOCIALE



Retrouvez nos 6 rubriques

Société

Féminisme

Sport

International

National

Idées

A nous : la Generation Verte

Mot de la présidence

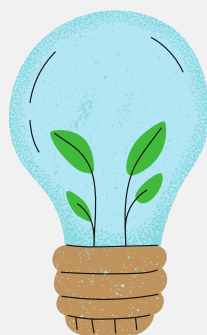
Zoé Decros et Matthias Baptista

Prendre soin de son environnement, c'est avant tout prendre soin de ses racines, de ses amis, de sa famille, de notre vision du beau. C'est protéger nos souvenirs d'enfant, notre volonté commune de conserver nos lieux saints, si précieux à nos yeux ; ceux où nous avons grandi, étudié, aimé, vécu.

Penser au monde de demain, c'est tout simplement penser à son prochain, et aux prochain.e.s. C'est concevoir notre existence comme un cadeau pour conserver notre terre. Notre entité, notre planète, à laquelle nous devons tout, notre existence, notre identité d'être humain.ne.s.

Malheureusement, cette entité est confrontée aux plus grands défis de l'Humain : le temps et l'oubli. Tandis que nos modes de vie semblent davantage tournés vers ce que certain.e.s appellent un mode de vie moderne et avancé, nous avons oublié ce rapport intime qui nous lie à la nature, aux éléments les plus essentiels. Tombée dans un fanatisme de la modernité, notre conscience collective semble s'oublier, se perdre dans ce cadre urbain, qui fonctionne au travers de l'exploitation massive des ressources, une demande toujours plus extensive, une surpêche qui vide nos océans et nos mers et enfin, une surconsommation qui pousse à bout nos systèmes de production. Tournés vers ce que certain.e.s appellent le progrès, nous avons créé un mode de vie qui nous pousse à l'irrespect de notre biodiversité, de notre écosystème.

Le capitalisme est un modèle d'autodestruction, et contrairement aux précédentes générations, nous la génération Z, nous ne pouvons et ne pourrions pas l'ignorer, alors autant agir par l'action ou par le refus, la fuite, le retour à ce en quoi nous croyons : c'est-à-dire un monde vert. Ce modèle, c'est aussi celui qui vous fait croire que votre CV est plus important que le réchauffement climatique, c'est un modèle qui ne permet pas au plus démunis de fuir le système d'exploitation, c'est un modèle qui offre dans les universités des cours sur le développement durable mais qui perpétue ce système capitaliste trop souvent éloigné de ces réalités révélatrices d'un monde en danger.



Piégé.e.s, oui c'est ça. Nous sommes piégé.e.s. Choisir l'écologie comme notre cœur de nos réflexions et d'actions n'est plus une option, mais une obligation. Cette obligation est à la fois morale et physique, inhérente à notre condition humaine. Nos corps ne pourront supporter l'augmentation perpétuelle de la température, les inondations à tout-va, ou bien tout simplement le manque d'eau dans nos robinets. Nous sommes conditionnés par une âme individuelle, mais aussi collective. Une âme qui s'est construite et qui continue de se tisser depuis le début de l'Humanité. Une âme qui souhaite par tous les moyens de croire en nous, en soi, à la beauté et au vivant.

Peu importe nos opinions politiques, notre vision sur le monde de demain, le métier que nous voulons exercer, nous sommes tous.tes ébahi.e.s par la beauté des océans, des plus hautes montagnes, des fleuves qui débordent de l'horizon et de la neige qui recouvre les monts telle de la poudre soyeuse.

Alors voilà, nous sommes en 2024. Certes, l'absurdité de notre monde tend souvent à assombrir notre existence, mais cette année, je veux croire en l'Humain, en nous citoyen.ne.s de demain, celles et ceux qui ont compris que ce n'était pas trop tard, et pour qui le courage, c'est avant tout croire en ses valeurs et en ses rêves. C'est converger vers une radicalisation politique, économique, sociale, écologique et féministe grâce aux mille talents qui conditionnent l'existence de notre société. Ce n'est pas un combat à part que nous devons mener, mais un combat collectif qui s'inscrit dans un mode de vie au jour le jour, plus que dans des politiques capitalistes vertes sur le papier, mais grises en réalité.

C'est dans cette perspective que le Polémique est fier de vous présenter son premier journal semestriel, s'inscrit ainsi dans le début de cette révolution climatique et sociale.



Petit Aparté

Avant de commencer nous voulions remercier tout particulièrement notre cheffe du pôle presse : **Kalya Nzesseeu**

International

L'exacerbation des conflits, une réalité croissante en corrélation avec la crise climatique ?

Par Lola Christophe

Nous sommes dans l'urgence. L'urgence de notre époque, l'urgence des générations futures, l'urgence climatique. Les changements climatiques contemporains sont indéniables et c'est un problème majeur qui nécessite une mobilisation immédiate. S'accéléralant sous nos yeux, le dérèglement climatique menace aujourd'hui clairement la paix dans le monde. Augmentation des températures, élévation du niveau de la mer, augmentation des précipitations, acidification des océans, désertification, multiplication de phénomènes climatiques extrêmes... Ce dérèglement vient transformer les paysages géopolitiques et exacerber des tensions politiques et socio-économiques préexistantes.

Concrètement, c'est quoi le changement climatique ?

Si le changement climatique est un phénomène de prime abord ancien et naturel — la Terre connaissant par cycles, l'alternance régulière de périodes glaciaires et interglaciaires —, il est aujourd'hui indéniable que nous sommes entrés dans l'Anthropocène, et que le réchauffement climatique actuel est conséquence de l'action humaine. En effet, les activités humaines, contribuent à une concentration de plus en plus importante des gaz à effet de serre dans l'atmosphère et ont complètement perturbé le cycle carbone, ce qui vient provoquer un réchauffement planétaire. La température moyenne des océans et de l'atmosphère est en constante augmentation, et ce, à l'échelle mondiale.

Ce phénomène est observé et dénoncé par les scientifiques depuis plusieurs décennies. En effet, cela fait plus d'une trentaine d'années que les scientifiques, les économistes, les sociologues, les politiques et les citoyens travaillent en collaboration pour comprendre l'évolution actuelle du climat et cherchent à établir un consensus scientifique. Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), organisme créé en 1988, présente ainsi dans chacun de ses rapports les évolutions passées du climat et les projections futures.

Si les expert.e.s alertent et publient des rapports de plus en plus inquiétants, les émissions mondiales de CO₂ sont toujours en hausse en 2023. L'année 2023 est, par ailleurs, l'année record des émissions de CO₂ ainsi que l'année la plus chaude jamais enregistrée depuis l'ère industrielle. L'hypocrisie des Conférences des Parties (COP) nous apparaît de plus en plus frappante lorsqu'on observe qu'à la COP 28 de cette année, ce sont plus de 2500 lobbyistes de l'industrie fossile qui étaient sur place, ou bien encore quand celui qui présidait l'événement est lui-même président d'une entreprise pétrolière. Ainsi, plus de trente ans après le Sommet de Rio, après 15 COP sur la biodiversité et 28 COP sur les changements climatiques, l'inaction des États et les nombreuses fausses promesses règnent toujours. Ce qui est sûr, c'est que le réchauffement va continuer, ce qui est loin d'être sans conséquences géopolitiques majeures.



Bien plus qu'un problème environnemental

« Nous savons à quel point le changement climatique menace la paix dans le monde ». Tels sont les mots du secrétaire général des Nations Unies António Guterres, prononcés lors d'un discours à l'occasion de la journée internationale de la paix de 2019.

Tous les bouleversements qu'entraîne le changement climatique ne sont pas uniquement des problèmes environnementaux : mais également des problèmes liés aux enjeux sécuritaires. Les effets du changement climatique viennent effectivement modifier la donne géopolitique, déstabilisant ainsi des régions d'ores et déjà vulnérables. Le dérèglement climatique peut ainsi exacerber les tensions géopolitiques et les conflits armés. Aussi, il peut considérablement entamer la capacité des pays à se gouverner eux-mêmes ce qui tend à générer des conflits.

Extrême sécheresse, élévation du niveau de la mer, acidification des océans, désertification... Les conséquences du changement climatique provoquent déjà et continueront d'engendrer des migrations très difficiles à contrôler. Si rien n'est fait, ce ne sont pas 250 millions de déplacés climatiques dans le monde en 2050 comme le prédisait initialement l'ONU dans un rapport publié en 2012, mais 1,2 milliard comme l'a annoncé l'OXFAM dans son rapport annuel de 2023.

De par ses conséquences vastes et dévastatrices, le réchauffement climatique oblige effectivement les populations à quitter leurs territoires, leurs lieux d'habitation. Il perturbe le mode de vie de millions de personnes et pose ainsi des problèmes de sécurité majeurs. L'exemple de la République centrafricaine montre ainsi les menaces que peuvent engendrer les migrations liées aux effets du changement climatique. La raréfaction en eau et en pâturage dans les régions du Sahel et du lac Tchad motive de nombreux éleveurs à venir en Centrafrique avec leurs troupeaux. Toutefois, ces mouvements de transhumance peuvent avoir une importante incidence sur les ressources naturelles et tendent à entraîner des tensions entre éleveurs et agriculteurs résultant notamment d'une concurrence quant aux partages des ressources et des espaces de culture.

Aussi, en 2020, ce sont 30 millions de personnes qui ont été déplacées à la suite de catastrophes naturelles. Une des questions que pose le réchauffement climatique est donc l'habitabilité de la planète. Pour le co-auteur du sixième rapport du GIEC, François Gemenne, si le réchauffement dépasse le seuil des 2 °C, plusieurs régions du monde ne seront plus habitables et il faudra donc gérer une redistribution géographique de la population mondiale. Il est clairement évident, à la lumière des débats actuels sur l'immigration et des différentes lois existantes, que la majorité des États n'y sont pas préparés. Le facteur climatique n'étant, en effet, pratiquement jamais mentionné dans les politiques migratoires.



crédit photo : AFP

Des guerres climatiques pour l'accès aux ressources ?

Selon l'Institut Moutaigne, une augmentation moyenne d'un demi-degré de la température sur la planète se traduirait par une augmentation de 10 à 20 % du risque de conflits meurtriers dans le monde. En effet, même s'ils ne sont pas toujours une cause directe de conflit, les changements climatiques ont un effet catalyseur, c'est-à-dire qu'ils multiplient les risques existants. Par exemple, 70 % des pays les plus vulnérables aux changements climatiques sont également les plus fragiles sur le plan politique et économique. Ces pays ne sont souvent pas en mesure de s'adapter aux effets destructeurs du réchauffement, ce qui amplifie et démultiplie les risques d'instabilité et de conflit.

Le réchauffement climatique déstabilise ainsi les gouvernements et génère conflits et tensions, cela majoritairement pour des questions d'accès aux ressources. Tout d'abord, il fait de l'eau une ressource précieuse dont le partage est devenu sujet de tension. Dans les régions soumises à des pénuries telles qu'en Afrique de l'Ouest, centrale et de l'Est, l'eau est en effet un enjeu majeur qui suscite des tensions interétatiques. Les tensions entre l'Égypte, le Soudan et l'Éthiopie, qui peinent à se mettre d'accord sur le partage des eaux du Nil, démontrent bien le facteur climatique prépondérant. Le Nil, source vitale d'eau, de nourriture et d'énergie hydroélectrique pour les trois pays, connaît une réduction significative de son débit sous l'effet du réchauffement et de sécheresses prolongées.

Les eaux du Nil -historiquement contrôlées par l'Égypte et le Soudan- ont fait l'objet de revendications de la part de l'Éthiopie, qui a lancé en 2011 la construction d'un Grand Barrage de la Renaissance éthiopienne sur le fleuve afin de doubler sa production d'électricité, à laquelle seulement la moitié de ses habitants ont actuellement accès. Les tensions entre les trois pays n'ont, dès lors, réellement cessé ; l'Égypte et le Soudan s'inquiétant grandement du barrage, du fait de leur dépendance au Nil pour leurs besoins en eau. En Asie centrale, le réchauffement de la planète aggrave également les tensions autour de l'accès à l'eau, entre le Kazakhstan, le Kirghizistan, le Tadjikistan et l'Ouzbékistan. Aussi, le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord sont les régions du monde qui manquent le plus d'eau. Ce manque d'eau est ainsi vecteur de troubles internes dans la mesure où il pousse à une compétition pour les ressources hydriques, entretenue par de grandes disparités de distribution de ces ressources. Ce stress hydrique contribue à l'émergence de tensions et de conflits à une échelle régionale.

Il existe également un fort lien entre changement climatique et sécurité agroalimentaire. Le changement climatique peut être source d'instabilité politique voire de révolutions. Le printemps arabe en est un parfait exemple.

En 2010 et 2011, des phénomènes climatiques extrêmes ont fait chuter dramatiquement le niveau des récoltes de blé en Russie, en Ukraine, au Canada et en Australie. La Chine, au même moment, a connu une importante sécheresse hivernale ce qui l'a poussée à acheter une grande quantité de blé sur les marchés internationaux. Les prix du blé ont explosé, et ce sont les pays arabes qui ont été les plus touchés par cette hausse. Parmi les 10 plus grands importateurs mondiaux de blé, 8 sont des pays arabes, et 7 ont été le théâtre de manifestations en 2011. L'augmentation des prix a confronté les populations à une faim quotidienne, alimentant le soulèvement populaire. Il ne faut toutefois pas voir ici le réchauffement de la planète comme seule cause des révolutions, ou comme cause principale, mais comme un catalyseur. Le déclenchement des mécontentements populaires étant bien évidemment lié à d'autres facteurs historiques, politiques, sociaux et économiques d'une importance considérable.

De plus, la désertification, qui est un phénomène de dégradation des sols due aux variations climatiques et aux activités humaines qui provoquent une détérioration de la végétation et l'érosion des sols, entraîne une raréfaction des terres cultivables ce qui suscite des tensions. Ce phénomène a notamment contribué à générer des formes de terrorisme comme c'est notamment le cas dans le nord du Burkina Faso ou autour du lac Tchad. En effet, dans ces régions a été observée une recrudescence des mouvements djihadistes directement liés à cette question foncière. Face aux terres cultivables qui se raréfient, des groupes armés se forment donc pour défendre les terres restantes.

Par ailleurs, d'autres tensions émergent, si l'on peut dire, « grâce » au réchauffement climatique. L'océan Arctique, depuis quelques années, est devenu un nouveau champ de bataille économique et politique pour les grandes puissances. En effet, la fonte des glaces permet l'accès à de nouvelles ressources halieutiques, pétrolières, minérales, à ses réserves de gaz et à l'ouverture de nouvelles routes maritimes. La fonte de la banquise est ainsi, pour certaines puissances, synonyme d'opportunités économiques très attrayantes. La compétition qui se tient d'ores et déjà entre la Russie, la Chine et les États-Unis n'est pas sans laisser penser à une nouvelle géopolitique mondiale, grâce à un nouvel océan bientôt accessible et exploitable.

S'il n'existe donc pas de corrélation directe établie par les scientifiques entre le changement climatique et les conflits, il est évident que les pays les plus vulnérables au réchauffement climatique sont ceux qui sont le moins à même de faire face aux conséquences de celui-ci, notamment car leur capacité d'adaptation est déjà affaiblie par des divisions internes. Si la crise climatique n'est pas directement responsable des conflits entre les États, on remarque dans les situations étudiées qu'elle peut aggraver, et même prolonger certaines tensions déjà existantes. Le réchauffement climatique a donc des effets extrêmement stressants sur les sociétés, pouvant agir comme catalyseur et générer des situations de conflits, notamment en termes de déplacements ou d'accès à des ressources vitales telles que l'eau.

Il est également clair que ce ne sont pas les pays les plus vulnérables aux effets du changement climatique qui en sont les plus responsables. Tandis que les grandes puissances -principalement responsables de la crise- continuent de se soucier d'accumuler toujours plus de profits et de maximiser leurs propres intérêts, ce sont les pays les plus pauvres qui en souffrent.

Survivre au changement climatique : le cas Malgache

Par Océane Mouton

Des familles auraient été obligées de vendre leurs propres enfants pour s'assurer un moyen de subsistance, une réalité que les médias malgaches ont cherché à mettre en évidence après des enquêtes menées suite au passage destructeur du cyclone Freddy. Ces révélations alarmantes se superposent à une détérioration croissante de la sécurité alimentaire, due à une dégradation accrue de l'environnement à Madagascar et à des efforts gouvernementaux insuffisants. Le climat d'incertitude alimentaire subi par les Malgaches ne fera que s'aggraver dans les années à venir. Une étude réalisée par Save The Children atteste que plus de 468 000 enfants, soit environ 53 enfants toutes les heures, naîtront dans la faim en 2023, un chiffre qui a doublé par rapport à la dernière décennie. Comprendre les facteurs à l'origine de cette urgence alimentaire est essentiel pour formuler des réponses efficaces pour les habitants de la région, et pourrait aussi fournir des leçons précieuses pour d'autres nations faisant face à des défis environnementaux analogues.

Un équilibre précaire entre climat et sécurité alimentaire

À Madagascar, l'agriculture est le pilier de l'économie, impliquant 83 % des travailleurs. Le changement climatique, en bouleversant la chaîne agroalimentaire, représente une menace sévère pour une population majoritairement rurale dont la survie dépend de ses propres productions agricoles. En septembre 2022, 33 % de la population était dans une situation d'insécurité alimentaire, soit 8,8 millions d'habitants. Les régions du Grand Sud et du Grand Sud-Est abritent près de 2/3 des habitants touchés par l'insécurité alimentaire avec 3 ménages sur 10 restreints dans l'accès à l'eau potable. Des sécheresses et des manifestations météorologiques ont régulièrement marqué ces régions au cours de l'histoire. Mais la fréquence de ces événements est désormais le déterminant clé d'une insécurité grandissante, nous rapprochant d'un point de non-retour. D'une part, des périodes de sécheresse inédites et prolongées au-delà des saisons historiquement sèches jointes à des cyclones et à des tempêtes d'une fréquence sans précédent impactent les récoltes malgaches. Au cours de la saison cyclonique 2021/2022, Madagascar a subi cinq incidents météorologiques tropicaux en l'espace de 45 jours. Même si l'intensité de ces tempêtes était conforme aux attentes, la fréquence de ces événements a été exceptionnellement élevée.



crédit photo : @lefujidezoe



crédit photo : @lefujidezoe

Sècheresses et tensions sociales

Les manifestations continues de conditions climatiques intenses entraînent une anxiété notable dans toutes les sphères relationnelles du pays. Des recherches menées par la Banque mondiale, en collaboration avec les chercheurs du Global Studies Institute de l'Université d'État de Californie, attestent de la corrélation entre la sécheresse et la montée des violences au sein des communautés dans le sud de Madagascar. L'intensification des vols, incluant principalement les vols de bétail, est devenue chronique pour les habitants. Les femmes se retrouvent piégées par les attentes sociétales qui les assignent à des rôles spécifiques tels que la responsabilité de la cuisine et de la collecte d'eau. De plus, 47 % des personnes interrogées perçoivent une aggravation de la violence envers les femmes. Le rythme de la migration au sein des régions est également influencé par la diminution progressive de la disponibilité de territoires fertiles ce qui, à son tour, exacerbe les violences mentionnées. Le déplacement des populations à l'intérieur des frontières nationales n'aura que d'autres effets que de délocaliser les problèmes communautaires et alimentaires tout en les stimulant face à un pouvoir public défaillant et à une certaine carence.

La Cochenille, un héritage colonial

Dans les années 1920, l'introduction de la cochenille par les colonisateurs français à Madagascar a gravement affecté les cactus, entraînant une famine majeure. M. Rice, expert en géographie, affirme l'absence historique d'insécurité alimentaire dans le Sud malgache avant la destruction des cactus. Actuellement, seules 5 % des terres de Madagascar sont aptes à l'agriculture. Les stratégies internationales, promues par des entités telles que la Banque mondiale, favorisent une agriculture tournée vers l'exportation, mettent l'accent sur les cultures de rente comme la vanille, au détriment des besoins locaux et profitent ainsi principalement aux entreprises étrangères. Cette approche a des répercussions sur l'autosuffisance alimentaire et le développement économique local, suggérant que Madagascar devrait prioriser l'autosuffisance avant de se concentrer sur les cultures de rente.

Madagascar pourrait devenir le premier pays à expérimenter une famine due au changement climatique, comme l'a averti le Programme alimentaire mondial. L'aide humanitaire a permis aux Malgaches d'éviter une situation aussi grave. Cependant, celle-ci n'est pas sans précédent. La combinaison des défis environnementaux, économiques et sociaux souligne l'urgence d'une action concertée à la fois au niveau local et international. Il est impératif de développer des stratégies durables et résilientes qui non seulement répondent aux besoins immédiats de la population, mais qui s'attaquent également aux causes profondes de l'insécurité alimentaire et environnementale.

Ébullition planétaire

Par Erine Le Curieux-Belfond

La planète est en ébullition. Il fait chaud. De plus en plus chaud. L'air est davantage humide à cause de l'évaporation et le cycle de l'eau est perturbé, il en devient capricieux. Les successions de tempêtes à répétition et les périodes de sécheresse toujours plus récurrentes sont révélatrices des effets du dérèglement climatique sur la planète. À l'image de toutes les années précédentes, l'année 2023 a été l'année la plus chaude jamais vécue et les températures enregistrées inquiètent les scientifiques qui ne cessent d'alerter sur les effets dramatiques qu'ont les activités humaines sur la disparition d'une ressource essentielle à la survie : l'eau. Pour la population mondiale, le manque et l'excès d'eau sont l'une des conséquences les plus tangibles du dérèglement du climat. La crise climatique est une crise de l'eau.

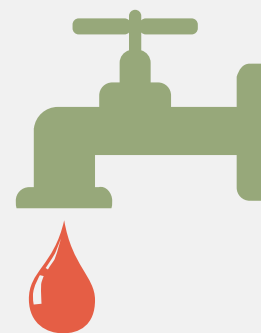
En mars 2023, la Conférence des Nations Unies sur l'eau se réunissait pour la première fois depuis 1977 afin de discuter de l'enjeu de l'accès à l'eau qu'il est désormais impossible d'éviter. Cet enjeu est au cœur de problématiques locales, nationales et surtout internationales puisqu'il nécessite une coopération planétaire dans la gestion de cette ressource, dorénavant épuisable. L'humanité épuise ses réserves, et ça n'est pas durable. L'instabilité de l'accès à l'eau est à la fois source de conflit et d'inégalités, et ce malgré les objectifs de développement durable formulés pour 2030.

Le cycle de l'eau n'a pas de frontières

La planète est en ébullition. Elle est le terrain, dans son intégralité, du déroulement du cycle de l'eau. Environ 50 % de la pluviométrie terrestre vient de l'évaporation de l'eau dite « verte », celle qui provient des sols. L'eau évaporée est soumise aux mouvements d'air qui la portent vers d'autres terres. Ainsi, les terres sont dépendantes les unes des autres quant à l'approvisionnement de leurs réserves en eau. Une modification de la terre dans une région a des conséquences déterminantes sur la quantité de précipitations dans les régions dites « sous le vent ». De ce fait, à cause de la déforestation en Amazonie, l'Argentine, la Colombie et la Bolivie, qui sont « sous le vent » du Brésil, voient la pluviométrie diminuer. Le bassin du Congo et le Cameroun subissent la sécheresse en partie causée par la déforestation en Afrique centrale. À travers le phénomène naturel du cycle de l'eau, les pays sont interdépendants et une modification des terres de l'un porterait atteinte à la sécurité hydrique de l'autre notamment par une réduction des ressources en eau. L'impact des activités humaines, notamment l'agriculture - qui implique une modification et une surexploitation des sols - ainsi que l'industrie - qui exploite sans limites des ressources épuisables -, sont à l'origine d'un dérèglement pluviométrique à l'échelle de la planète.

Ressource essentielle et source de conflit

La planète est en ébullition. La disponibilité de cette ressource essentielle est une source de conflits, d'autant plus qu'elle se raréfie. Auparavant, les civilisations se construisaient d'abord autour d'une source d'eau qui était le fondement de leurs processus de développement. Aujourd'hui, les populations se sont étendues et l'éloignement des ressources nécessite le développement de partenariats et de stratégies, parfois ambitieuses, pour se fournir en eau. En 2019, les Émirats arabes unis, extrêmement arides, ont eu pour projet de remorquer des icebergs depuis l'Antarctique afin d'assurer l'approvisionnement en eau potable. La raréfaction de cette dernière pousse les États à tenter de mettre la main sur la moindre opportunité d'exclusivité sur une source d'eau et ce parfois au détriment d'autres États. La Chine, par exemple, se voit reprocher par l'Inde une certaine forme d'abus dans l'exploitation de l'eau de l'Himalaya, privant elle-même le Pakistan d'un accès. Les fleuves sont également source de conflit puisque l'installation d'un barrage par l'État en amont prive les États en aval de cette ressource essentielle à leur survie alimentaire comme c'est le cas notamment avec le Nil, exploité par l'Éthiopie, et l'Euphrate dont la Turquie a le monopole. À l'échelle locale, la raréfaction de l'eau est une source de conflit interne puisque les populations dont l'activité de subsistance dépend de l'eau, telle que l'agriculture, doivent se partager cette ressource et parfois faire face à des injustices et à des comportements égoïstes créant une tension sociale. Ces sources hydriques sont convoitées, car elles garantissent aux États le maintien de leur gouvernance locale ainsi que leur émergence en tant qu'acteur de la mondialisation, et ce, notamment grâce à la production d'énergie qui nécessite systématiquement de l'eau.



L'accès à l'eau : un amplificateur d'inégalités

La planète est en ébullition. Les droits fondamentaux sont bafoués. De fait, bien que le sixième objectif du développement durable prévoit de garantir l'accès à tous à des services d'alimentation en eau et d'assainissement de façon durable, Oxfam anticipe qu'à mesure que la crise climatique s'aggrave, les populations auront de plus en plus de difficultés à bénéficier d'un accès à l'eau potable. L'accès à l'eau est un révélateur et un amplificateur d'inégalités. Ainsi, les zones les plus exposées aux risques climatiques et à leurs conséquences se trouvent dans les pays à faibles revenus qui ont très peu contribué aux émissions mondiales de carbone. Pourtant, ils représentent une personne sur trois et leur sécurité hydrique, c'est-à-dire l'accès à de l'eau potable et à un système d'assainissement, est menacée. Au cœur de cette inégalité Nord/Sud, les répercussions sont d'autant plus brutales pour les personnes vivant en ruralité et dont les activités économiques reposent essentiellement sur l'agriculture, alors impactée par la perte des récoltes. Les conséquences touchent aussi de manière inégale les individus en fonction de la race et du genre. Les femmes sont celles qui gèrent l'approvisionnement et l'assainissement de l'eau au sein du foyer. On estime qu'au niveau mondial, les femmes passent plus de 200 millions d'heures par jour à collecter de l'eau. Elles subissent donc davantage, à cause des inégalités structurelles, les conséquences de la raréfaction de l'eau potable, sacrifiant leur éducation. L'impact de cette situation sur les populations défavorisées amplifie le risque de migrations forcées des ménages et des communautés sur l'agriculture, alors impactée par la perte des récoltes.



crédit photo : afp

La planète est en ébullition, selon les mots du secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres. La question de l'eau est, pour conclure, sous-jacente à toutes les questions climatiques. Aujourd'hui, l'eau est gérée comme un bien public destiné à la consommation et à l'hygiène, mais elle est perçue comme une ressource dont la consommation par l'un n'empêche pas la consommation de l'autre bien qu'il s'agisse dorénavant d'une ressource limitée. En l'espace d'un siècle, la population planétaire a triplé et la consommation d'eau a été multipliée par six. On consomme de l'eau à chaque instant de notre quotidien, et ce, directement ou indirectement à travers les objets que l'on achète, les aliments que l'on consomme et l'énergie que l'on utilise. Les enjeux font bouillonner les États qui sont de plus en plus interdépendants. Et finalement, les inégalités environnementales se calquent sur les inégalités structurelles et sociales et sont transmises et exacerbées entre les générations. La planète est en ébullition, mais nous ne coupons pas le feu.

Réputé comme un très bon acteur écologique à l'international, en raison de sa protection de l'environnement et du développement durable, le Québec est-il réellement un si bon exemple ?

L'effort écologique

Le secteur énergétique est le principal moteur du développement durable au Québec. En effet, la province est une pionnière en matière d'hydroélectricité au Canada, mais également dans le monde. Le complexe hydraulique La Grande, situé dans le Nord du Québec, près de la baie James, est l'un des plus grands du monde et permet avec d'autres complexes installés dans la province que près de 97 % de l'électricité utilisée par la population québécoise soit d'origine hydraulique. Par ailleurs, plus de la moitié de l'hydroélectricité canadienne est produite par le Québec. Encore au niveau énergétique, le Québec pousse au maximum la population à utiliser des véhicules électriques, bien que beaucoup de débats existent sur cette question. Tandis qu'au niveau des transports publics, le gouvernement espère que la majorité des bus de la province deviennent électriques et Montréal souhaite avoir 100% de ses bus électriques d'ici 2040. Déjà à partir de 2025, dès que la Société de Transport de Montréal devra remplacer un véhicule, il faudra que le nouveau soit électrique.

Le Québec participe fortement à la coopération climatique internationale. Il s'est déclaré lié à l'Accord de Paris. En se déclarant lié, la province s'est engagée à limiter le réchauffement climatique de deux degrés maximum par rapport à l'ère préindustrielle, tout comme les pays signataires de l'Accord. Plus récemment, la conférence Adaptation Futures s'est tenue à Montréal du 2 au 6 octobre 2023. Il s'agissait d'une conférence dédiée uniquement au climat et aux enjeux auxquels les pays doivent faire face. Durant celle-ci, le ministre de l'environnement québécois, M. Benoit Charette, a annoncé une contribution de 10 millions de dollars canadiens au Fonds pour l'adaptation de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. Le Québec avait déjà fait trois contributions à ce dernier, portant ainsi le total de ses dons à 33 millions de dollars canadiens. Afin de renforcer sa participation à la coopération climatique internationale, le Québec a signé bon nombre d'accords climatiques.



crédit photo: @lefujidezoe

Malgré plusieurs avancées positives, nul acteur ne peut être parfait d'un point de vue écologique. En effet, le Québec reste pointé du doigt pour certaines pratiques. L'exploitation minière réalisée afin de récolter des ressources comme le nickel ou le lithium est souvent critiquée car, jugée mal encadrée par le Québec. Les populations vivant sur les territoires exploités pour leurs ressources souhaitent que l'exploration minière soit réalisée de la bonne manière afin de ne pas détériorer la nature. D'autres projets de développement sont très critiqués à cause des répercussions environnementales qui pourraient apparaître. Le projet Northvolt a très récemment fait la manchette des journaux, car une méga-usine de batteries devrait être installée au Québec et cela grâce à des subventions des gouvernements québécois et canadiens. Mais l'implantation de cette usine ne va peut-être pas être soumise à la procédure environnementale impliquant un examen du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement.

Même si l'écologie est un sujet important au Québec, l'aspect économique peut parfois prendre le pas sur les problématiques environnementales. Alors comment la province peut-elle agir afin de concilier les deux au mieux ?

crédit photo: @lefujidezoe



L'environnement au cœur du projet de l'indépendance du Québec

Par Julianne Bilodeau

L'affirmation d'une histoire patriotique, d'une nation distincte, de la langue française, d'un fort développement économique et l'autodétermination des Québécois posent les bases du souverainisme québécois tel que nous l'avons connu dans l'histoire. Cependant, bien que ces éléments en composent toujours les bases, le XXI^{ème} siècle apporte de nouvelles questions auxquelles le projet, qui connaît un renouveau dans l'espace public, doit absolument faire face pour s'adapter convenablement aux nouvelles réalités nationales et mondiales.

De nouveaux défis

Bien que certaines questions comme celle de la langue française, de la laïcité, de la culture et de l'immigration, par exemple, constituent elles aussi des enjeux auxquels le gouvernement canadien et le gouvernement du Québec se doivent de répondre, le défi mondial que représente la crise climatique se trouve au centre des revendications du peuple québécois, surtout chez les jeunes. Cependant, perdant de plus en plus son poids politique au sein du Canada et en ayant des valeurs politiques, sociales et économiques qui divergent des autres provinces canadiennes, la nation québécoise ne possède pas les moyens et la souveraineté nécessaire pour effectuer des changements de société propres à son image. Par exemple, les quelques milliards de dollars envoyés par Québec vers l'Alberta chaque année et qui sont, par la suite, investis en majorité dans l'exploitation pétrolière pourraient être redirigés, dans le contexte d'un Québec souverain, vers un développement durable et une transition énergétique verte. L'indépendance permettrait aux québécois de participer à l'élaboration de politiques plus vertes, et ce, avec davantage de financement.



Une collaboration plus que nécessaire

Faire du Québec un pays est tout à fait réalisable et nécessaire, selon moi. En revanche, avec tous ces discours et ces espoirs, il est important de souligner un facteur fondamental dans le renouveau du projet souverainiste. La nécessité de collaborer étroitement avec les peuples autochtones, les premiers habitants du territoire et ses plus importants protecteurs, dont l'agentivité dans la construction du Québec tel qu'on le connaît aujourd'hui a été généralement effacée de l'histoire populaire. La réalité est que, derrière la nation québécoise et l'importance du territoire, la protection du français et de sa culture distincte, les nations autochtones mènent, elles aussi, un combat semblable. Un combat qui repose, notamment, sur les conséquences directes du colonialisme canadien, mais aussi du colonialisme québécois, présent dans le développement économique lié aux barrages hydroélectriques et aux ressources naturelles au Nord.

L'indépendance du Québec pourrait être une piste de solutions claire afin de redéfinir les relations entre les Autochtones et les Québécois. En ce sens, il serait possible et souhaitable qu'une collaboration étroite comme celle-ci permette la décolonisation de l'État et le fleurissement de ces nations en prenant compte des objectifs et des revendications de chacun. Au niveau de l'environnement, cette collaboration permettrait l'inclusion des savoirs autochtones en la matière, qui sont bien souvent exclus, mais qui ont pourtant permis de protéger le territoire pendant des millénaires.

Un projet porteur d'espoir

L'indépendance du Québec permettrait à la société québécoise de s'affirmer à l'échelle mondiale en tant qu'innovateur et leader en matière d'environnement, chose qui est très peu réalisable pour l'instant en raison du clivage politique entre le Québec et les autres provinces, notamment pétrolières, ainsi que de sa place de plus en plus effacée au sein de la fédération canadienne.

Au final, bien que le projet dans son évolution fût porté par des partis politiques, il s'agit d'un événement qui ne pourra au final qu'être porté par un peuple mobilisé, uni, multiculturel et soucieux de l'environnement. Pour les générations futures, pour notre culture et pour la protection de l'environnement et de nos territoires, l'indépendance du Québec est essentielle.



Fonds d'archives de l'arrondissement de Verdun



44 millions. Voilà le nombre de femmes et de filles forcées à quitter leur foyer en raison de la crise climatique et des violences commises à leur égard en 2021 selon Céline Mas, présidente du comité ONU Femmes France. Souvent mises de côté dans les discussions environnementales, les femmes sont disproportionnellement affectées par les changements climatiques et les catastrophes climatiques. Elles sont encouragées à sauver le monde, mais ne peuvent toujours pas avoir accès aux mêmes droits et libertés que les hommes. Encore une fois, elles portent le fardeau de se préoccuper de leur environnement social et physique, et ce, dû à de nombreuses formes d'oppression telles que la suprématie blanche, le capitalisme et le patriarcat.

Dans l'est de l'Inde, à Sundarbans, de nombreuses femmes se sont tournées vers l'industrie de la pêche pour subvenir à leurs besoins, mais surtout par manque d'opportunités d'emploi. Or, la crise climatique ne cesse de ravager le territoire indien, et les eaux deviennent de plus en plus dangereuses pour la faune marine et les humains. Obligées de rester dans l'eau pendant des heures, ces femmes ont développé plusieurs maladies, et même contracté des infections vaginales, qui les contraignent désormais à être suivies dans des cliniques locales. Malgré les risques, elles ne peuvent se permettre de délaisser ces emplois, et font face à des conditions de travail, de santé, et socio-économiques extrêmement précaires. Ce genre de cas n'est pas isolé, mais constitue précisément la norme.

À travers le monde, les femmes font face à des employeur.euse.s, des gouvernements et des groupes sociaux niant leurs conditions, et renforçant ainsi des dynamiques de pouvoir à la fois paternalistes et dominantes. Au Canada, les femmes dans les communautés autochtones sont souvent les porteuses de l'eau, savantes des terres forestières et grandes connaisseuses de la botanique. À cause de l'accélération des changements climatiques, elles doivent non seulement militer pour protéger leur environnement, mais aussi s'adapter à ces nouvelles conditions. Selon un rapport des Nations Unies, les femmes d'Asie du Sud et de l'Afrique du Nord-Est représentent la majorité de la main-d'œuvre agricole. Malheureusement, la crise climatique rend ces emplois vulnérables et instables. Les terres ne sont plus fertiles à cause d'excès de pluie ou d'extrêmes sécheresses. Les travailleuses ne peuvent alors subvenir à leurs besoins et ne réussissent plus à être indépendantes économiquement.

Féminisme

Être femme quand la terre brûle : le fardeau d'être la « sauveuse »

Par Bianca Lara-Maletto

Par ailleurs, plusieurs études démontrent que les femmes seraient plus susceptibles à subir les impacts psychologiques liés à la crise climatique. La responsabilité de la famille leur est infligée et la charge mentale du bien-être de leurs enfants ou de leurs proches repose sur elles. Certaines critiques ont souligné les problématiques liées au concept de « la femme sauveuse », qui doit supporter la charge de la béatitude de toutes et tous simplement en raison de son genre. De plus, il est démontré que le taux de violence conjugale augmente en flèche quand une catastrophe naturelle survient. Lorsque les cyclones ont ravagé la province Tafea du Vanuatu, les cas de violences conjugales des hommes envers leur femme ont augmenté de 300 %. Tel est le résultat de l'absence de réseaux protégeant les survivantes d'agressions sexuelles et physiques.

De plus, dans une société valorisant le féminisme libéral, les femmes de milieux privilégiés deviennent elles-mêmes complices de l'oppression des femmes racisées et appauvries. L'égalité aux hommes, un concept tant défendu aujourd'hui, normalise l'exploitation des classes plus pauvres puisqu'elle renvoie à l'idée que les femmes doivent suivre les mêmes lignées qu'eux. Le maintien du pouvoir masculin se fait par la force, la surexploitation et la dépossession de terres autochtones, et reproduire ces tactiques en tant que femme n'est nul autre qu'une complicité féroce avec le système patriarcal. Une société basée sur la méritocratie et le pouvoir n'est qu'une bataille entre les plus privilégié.e.s. Ainsi, seulement une poignée de femmes pourront atteindre ce milieu, et ce, au détriment des travailleuses racisées majoritairement situées dans des régions du monde telles que l'Amérique latine, l'Asie, l'Afrique et l'Océanie. En plus de ne pouvoir atteindre un revenu décent et par manque d'infrastructures les protégeant, elles sont les plus impactées par la crise climatique.

Est-il juste d'applaudir les pays occidentaux d'avoir « atteint » l'égalité des genres si ceux-ci basent leur économie sur l'oppression et la perpétuelle insécurité des femmes plus défavorisées, majoritairement non-occidentales ? Les déplacements forcés, l'inaccessibilité à l'eau potable, les déserts alimentaires, les feux de forêts, les canicules qui se multiplient, toutes sont des conséquences qui affectent les femmes à un très haut degré. En niant cette réalité, les violences psychologiques, physiques et sociales qu'elles vivent ne peuvent cesser.

Les inégalités de genre face au changement climatique : les femmes en première ligne

Par Chloé Bernard

Aujourd'hui, les inégalités de genre et le changement climatique sont des réalités auxquelles les sociétés font face. Si la plupart connaissent déjà les nombreuses conséquences du réchauffement climatique telles que l'augmentation des inégalités, la diminution des ressources et l'insécurité alimentaire, certaines conséquences sont parfois "oubliées" et moins soulignées, notamment la combinaison et le renforcement des inégalités de genre par la crise climatique. Alors, comment peut-on expliquer que les femmes soient plus impactées par les conséquences du réchauffement climatique et quelles solutions sont établies afin de lutter contre ces inégalités ?

Le GIEC a établi dès 2014 un rapport démontrant que les inégalités de genre étaient accentuées par la crise climatique. Il y a en effet différents facteurs qui permettent d'expliquer ces relations. D'abord, il est établi depuis des années que ce sont les personnes les plus pauvres et vulnérables qui sont le plus impactées par les conséquences du changement climatique. Or, les femmes « constituent 70 % de la population pauvre au plan mondial » et vivent avec moins de 1 \$ par jour ; elles sont donc les premières victimes.



De plus, la crise climatique accentue aussi le nombre de catastrophes naturelles, et lors de celles-ci, les femmes sont une nouvelle fois en première ligne. En 2004, lors du tsunami en Asie, 70 % des personnes décédées sont des femmes. Dû à des inégalités de genre déjà présentes en matière d'accès aux ressources, de mobilité et d'information, lorsque de telles catastrophes surviennent, les femmes ont beaucoup moins de chance de survie que les hommes. En outre, la majorité des personnes déplacées à la suite de catastrophes naturelles sont des femmes et des enfants qui doivent ensuite trouver des lieux sûrs.

Il est également à noter que le changement climatique a aussi l'effet de multiplier les tensions déjà existantes, mais aussi les conflits dans lesquels les filles et les femmes sont plus vulnérables face à la violence, notamment la violence sexuelle ou encore la traite des êtres humains.

Finalement, les femmes sont aussi sous-représentées sur la scène internationale dans la lutte contre le changement climatique. En dépit d'être les principales victimes, ce sont les hommes et non les femmes qui continuent de prédominer lors de la prise d'importantes décisions liées au climat. À titre d'illustration, seulement 35 % des membres des délégations permanentes à la COP 26 étaient des femmes.



Néanmoins, même si elles sont sous-représentées et sont les principales victimes du changement climatique, les femmes sont aussi les actrices majeures de la transition écologique. Des études démontrent, en effet, que « l'égal accès des femmes aux ressources productives sauverait 100 à 150 millions de personnes supplémentaires de la faim. » Leur participation est donc primordiale : elle permettrait à la fois d'améliorer leur propres conditions de vie mais réduirait aussi les effets négatifs de la crise climatique. Dans un sens, promouvoir une meilleure égalité entre hommes et femmes, c'est aussi lutter plus efficacement contre le changement climatique.

C'est ainsi qu'aujourd'hui les pays commencent à développer des solutions afin de lutter contre ces inégalités. Le 14 mars 2023, Le Conseil économique, social et environnemental (CESE) a adopté à l'unanimité un avis intitulé « Inégalités de genre, crise climatique, et transition écologique » ayant pour but de proposer des solutions afin de donner de la visibilité et de résoudre les injustices environnementales subies par les femmes.

Dans ce même sens, le Programme des Nations Unies pour le développement encourage aussi à se concentrer sur le combat contre ces inégalités afin d'atteindre certains objectifs tels qu'une plus grande égalité au niveau des postes et dans l'accès à l'éducation. Dans cette démarche, des ONG telles que Planète Urgence s'engagent aussi à accentuer l'autonomisation des femmes afin de favoriser l'équité et de lutter contre les changements climatiques. Ce processus nécessite néanmoins aussi une action collective forte de la part des populations mondiales afin de réduire ces inégalités.

En dépit de la faible connaissance et visibilité des conséquences du changement climatique sur les inégalités de genre, les injustices environnementales subies par les femmes sont bien réelles et proviennent de différents facteurs. L'interférence des facteurs entre eux mène à une plus grande vulnérabilité des femmes et à l'accroissement des inégalités de genre. Ce sentiment de vulnérabilité serait aussi un accélérateur de la mobilisation de celles-ci concernant les questions écologiques. Malgré des défis importants, les institutions, pays et populations mondiales s'engagent aujourd'hui en faveur d'une réduction de ces injustices et d'une meilleure gouvernance climatique.

Vers une révolution verte urbaine : quand les villes tournent en rond avec l'économie circulaire

Par Alix beaupré

Imaginer les métropoles de demain comme des écosystèmes autosuffisants et respectueux de l'environnement : c'est l'essence même de la ville circulaire, une vision audacieuse où l'urbanisme rencontre l'économie circulaire pour façonner un avenir durable.

Éco-urbanisme : Intégrer l'économie circulaire pour une ville durable

Les espaces urbanisés sont perçus comme des milieux nuisibles à la planète, à la santé et à la qualité de vie de ses habitants. En effet, les villes sont responsables de trois-quarts de la consommation des ressources de notre planète, de la progression de la consommation d'espaces naturels et agricoles et des rejets quotidiens de pollutions. Ainsi, l'intégration des principes de l'économie circulaire dans l'urbanisme représente une solution novatrice visant à transformer nos villes en des écosystèmes durables et résilients, permettant de développer un nouveau modèle : l'urbanisme circulaire.

Le cercle vertueux des villes : décryptage de l'urbanisme circulaire

L'urbanisme circulaire se caractérise par un métabolisme sobre, plus économe avec moins d'impacts sur l'environnement, mais aussi financièrement moins gourmand, s'appuyant sur les principes de l'économie circulaire. La reconstruction de ces villes repose sur différents principes, notamment la réhabilitation des espaces délaissés, la promotion des transports durables, et la conception de bâtiments intelligents et économes en énergie.



Dans un premier temps, la conception de bâtiments multifonctionnels est fondamentale. Ces structures sont conçues pour s'adapter à divers usages au fil du temps, répondant ainsi aux changements de la population urbaine sans nécessité de nouvelles constructions. L'utilisation de matériaux de construction recyclables ou issus de ressources renouvelables est un autre pilier. Ces matériaux, tels que le bois certifié, le béton recyclé ou les plastiques régénérés, réduisent la dépendance aux matières premières non-renouvelables et facilitent le recyclage des structures en fin de vie.

L'intégration de la végétation dans le tissu urbain, à travers des parcs, des toits et des murs végétalisés, joue également un rôle crucial. Cela aide non seulement à gérer les eaux pluviales et à améliorer la qualité de l'air, mais crée aussi des espaces verts nécessaires pour le bien-être des résidents.

En outre, la création de systèmes locaux d'énergie renouvelable est privilégiée. Cela peut inclure l'installation de panneaux solaires sur les toits des bâtiments, l'utilisation de petites éoliennes urbaines, ou l'exploitation de la géothermie pour le chauffage et la climatisation. Ces systèmes réduisent la dépendance aux énergies fossiles et permettent aux bâtiments, voire aux quartiers entiers, de devenir plus autonomes en énergie. De plus, l'emploi de techniques de construction innovantes, comme l'impression 3D avec des matériaux recyclés, peut diminuer l'impact environnemental des processus de construction.

Par ailleurs, les transports durables jouent un rôle important dans l'urbanisme circulaire. Cette approche privilégie les modes de transport écologiques tels que le vélo, la marche, les transports publics, et les véhicules électriques.

L'intégration des transports durables s'accompagne souvent de la création d'infrastructures adaptées, telles que des pistes cyclables, des zones piétonnes, et des réseaux de transport public efficaces, contribuant ainsi à façonner des villes plus écologiques et agréables à vivre.

Urbanisme circulaire : Visite guidée d'une ville exemplaire

Fribourg-en-Brisgau, en Allemagne, se distingue comme un leader mondial dans l'application des principes de l'économie circulaire à l'urbanisme. En effet, la ville est célèbre pour son quartier de Vauban, un modèle exemplaire de développement urbain durable. Ce quartier est caractérisé par des bâtiments à haute efficacité énergétique, une planification urbaine privilégiant les piétons et les cyclistes, et une forte participation communautaire dans les décisions d'urbanisme, réduisant ainsi sa dépendance aux combustibles fossiles.

Par conséquent, l'engagement de la ville en faveur de l'environnement se manifeste non seulement dans sa politique de construction et d'énergie, mais aussi dans son approche globale de la qualité de vie, en faisant un exemple inspirant de la façon dont l'urbanisme peut contribuer à un avenir durable et respectueux de l'environnement.

Les défis inhérents à l'urbanisme circulaire

Bien que certaines villes tendent à devenir plus vertes, la transformation des villes existantes en modèles circulaires se confronte à plusieurs défis majeurs. Sur le plan technologique, l'adaptation des infrastructures urbaines anciennes aux nouvelles normes de durabilité nécessite des solutions avancées et souvent coûteuses. Les barrières réglementaires posent également un défi significatif. Les cadres législatifs et les politiques d'urbanisme actuels ne sont pas toujours conçus pour accompagner les innovations de l'économie circulaire, nécessitant ainsi des révisions et des adaptations pour favoriser une transition en douceur vers des pratiques urbaines durables. Par conséquent, ces défis exigent une approche coordonnée et stratégique pour réussir la transformation des villes durables et autosuffisantes.

Envisager la ville durable comme ville de demain ?

Malgré ces défis, l'avenir de l'urbanisme circulaire est porteur d'espoir et d'innovation. Le développement technologique, comme l'adoption de l'IA pour la gestion des ressources urbaines ou encore les progrès dans les matériaux de construction écologiques, ouvre la voie à des solutions plus efficaces et durables. Politiquement, il est nécessaire de mettre en place des subventions pour les projets de construction durable, ainsi que des programmes de soutien pour la recherche et l'innovation dans les technologies vertes. Par ailleurs, l'engagement et la sensibilisation des communautés jouent un rôle essentiel. Par le biais de programmes éducatifs et d'initiatives communautaires, il est possible de promouvoir un changement de comportement vers des pratiques plus durables. Ainsi, avec ces mesures, les villes peuvent progressivement se transformer en modèles circulaires, favorisant ainsi des environnements urbains qui sont non seulement plus respectueux de l'environnement, mais aussi économiquement viables et socialement inclusifs.

En conclusion, l'urbanisme circulaire n'est pas seulement un impératif environnemental, mais une opportunité de bâtir des villes plus intelligentes, plus équitables et plus durables. Ce modèle offre une réponse tangible aux défis environnementaux contemporains et son adoption représente alors une étape essentielle vers un avenir plus vert et durable, où les villes jouent un rôle de premier plan dans la préservation de notre planète pour les générations futures.

Les pays scandinaves à la pointe des avancées climatiques : un modèle pour le monde

Par Amina Diallo



Les pays scandinaves, souvent félicités pour leur qualité de vie élevée et leur engagement en faveur du développement durable, continuent de jouer un rôle important dans l'avancement de la lutte contre les changements climatiques. La Norvège, la Suède, la Finlande, le Danemark et l'Islande travaillent ensemble pour atteindre ce niveau développement durable et réduire les émissions de gaz à effet de serre, ce qui en fait des modèles à suivre pour d'autres pays.

Ces nations prennent toutes les mesures nécessaires pour s'engager dans la transition vers des énergies renouvelables et réduire leur dépendance aux combustibles fossiles. Par exemple, la Norvège utilise principalement l'énergie hydroélectrique, éolienne et solaire, pour produire une grande partie de son énergie, ce qui en fait le leader européen et mondial en matière d'énergie propre. En 2020, 92 % de la production électrique norvégienne était d'origine hydraulique. La Suède, quant à elle, s'est engagée à atteindre l'objectif ambitieux de devenir neutre en carbone d'ici 2045, la plaçant à l'avant-garde des nations qui s'efforcent activement de contrer les effets du changement climatique.

L'une des principales sources d'émissions de gaz à effet de serre, les transports, a fait l'objet d'innovations notables dans la région. Les pays scandinaves investissent massivement dans les infrastructures de véhicules électriques et offrent des incitations financières importantes pour encourager l'achat de véhicules à faibles émissions. En particulier, près de 80 % des voitures neuves vendues en Norvège sont électriques ou hybrides rechargeables depuis 2022 — un chiffre en hausse, notamment grâce à la surprésence de la marque américaine Tesla sur le marché des voitures en Norvège. En outre, ces pays ont beaucoup investi dans leurs transports en commun. Par exemple, en Suède, tous les bus de villes ont été remplacés entre 1996 et 2002 par des bus à énergies propres.

Ces progrès sont également liés à l'agriculture, un domaine crucial pour lutter contre les changements climatiques. Les pratiques agricoles durables sont encouragées, en mettant l'accent sur la gestion des déchets, la réduction de l'utilisation de pesticides et la promotion de l'agriculture biologique. Outre leurs efforts nationaux, les pays scandinaves participent activement sur la scène internationale. En 2019, dans une déclaration commune, les gouvernements de pays nordiques se sont engagés à faire de leur région la région la plus durable et la plus intégrée du monde d'ici 2030. Ainsi, en prenant des positions unifiées à l'ONU, ils souhaitent travailler plus étroitement et diffuser leurs connaissances. Leur détermination à partager les meilleures pratiques avec d'autres nations confirme leur détermination à créer un avenir mondial plus durable.

En somme, les pays scandinaves deviennent des leaders dans la recherche de solutions durables alors que le monde est confronté à des défis de plus en plus pressants liés aux changements climatiques. Leur modèle de développement, qui met l'accent sur la protection de l'environnement et la réduction des émissions de carbone, apporte de l'espoir à la recherche d'un monde plus vert. Cette évolution du changement climatique n'est pas unique à la Scandinavie et devrait encourager d'autres nations à intensifier leurs efforts pour lutter contre le changement climatique.

Vers un avenir durable : l'essor de l'économie circulaire

Par Alix Beaupré

Dans un monde confronté à des défis environnementaux et économiques sans précédent, l'économie circulaire émerge comme une solution prometteuse. Elle représente un changement radical par rapport au modèle traditionnel, et nécessite alors une transformation profonde de notre approche actuelle, englobant la conception des produits jusqu'à leurs cycles de vie, en passant par les habitudes de consommation.

Les fondements de l'économie circulaire :

Selon le Ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie du Québec, l'économie circulaire est « un système de production, d'échanges et de consommation qui vise à optimiser l'utilisation des ressources à toutes les étapes du cycle de vie d'un bien ou d'un service, dans une logique de circulation en boucle des matières dans l'économie ». L'idée centrale est alors de créer un système économique régénératif, visant à réduire au maximum le gaspillage des ressources et l'impact environnemental. Au cœur de ce nouveau modèle se trouve l'idée de créer des cycles de vie fermés pour les produits et les matériaux, réduisant ainsi considérablement les déchets et l'exploitation des ressources naturelles.

Le principe de l'économie circulaire repose souvent sur la relation des trois R :

- Réduire : qui revient à mettre l'accent sur la conception de produits et de systèmes qui nécessitent moins de matières premières et qui consomment moins d'énergie.
- Réutiliser : qui revient à souligner l'importance de créer des produits durables et facilement réparables, ainsi que des systèmes qui permettent de réutiliser des produits ou des composants plutôt que de les jeter
- Recycler : qui revient à discuter des méthodes de recyclage efficaces pour transformer les déchets en nouvelles ressources, réduisant ainsi la dépendance aux matières premières en minimisant l'empreinte environnementale.

L'économie circulaire : une simple histoire d'économie ?

Bien que son nom mette en avant l'aspect économique, ce modèle aborde en réalité une multitude de dimensions, y compris environnementale, sociale, et même culturelle. En effet, selon l'ADEME, l'économie circulaire repose sur 7 domaines d'action : l'approvisionnement durable, la conception éco-responsable, l'écologie industrielle et territoriale, l'économie de la fonctionnalité, la consommation responsable, ainsi que l'allongement de la durée d'usage et le recyclage. Combinées, ces activités prennent sens et se renforcent mutuellement autour de 3 grands axes : l'offre des acteurs économiques, la demande et le comportement des consommateurs ainsi que la gestion des déchets.

Est-il réellement nécessaire de procéder à une telle rupture avec le système linéaire actuel ?

Le modèle dominant aujourd'hui, appelé économie linéaire, repose sur le cycle : production, consommation et élimination des déchets. Les ressources naturelles sont extraites, utilisées pour fabriquer des produits, puis jetées après utilisation. Cette économie permet de fabriquer des produits et d'offrir des services à moindre coût. Seulement, ce modèle est à l'origine de nombreux problèmes environnementaux, tels que la pollution, l'épuisement des ressources et le changement climatique, ce qui amène à de nombreux enjeux sociaux. Ainsi, en exigeant d'extraire de plus en plus de ressources pour satisfaire les besoins d'une population grandissante, et dont le niveau de consommation global s'accroît, le modèle d'économie linéaire compromet grandement la capacité des générations futures à répondre à leurs propres besoins.



L'économie circulaire : l'espoir de demain ?

L'un des principaux avantages de l'économie circulaire est sa capacité de réduction de l'impact environnemental. En optimisant l'utilisation des ressources et en minimisant les déchets, ce modèle contribue de manière significative à la lutte contre le changement climatique. De plus, en réduisant les déchets et la pollution, l'économie circulaire a un impact positif sur la santé publique. En effet, la diminution de la pollution de l'air, de l'eau et des sols entraîne une baisse des maladies liées à l'environnement, améliorant ainsi la qualité de vie des communautés. L'économie circulaire offre également des avantages économiques. En réduisant les coûts liés à l'acquisition de matières premières et à la gestion des déchets, les entreprises peuvent réaliser des économies significatives. Par ailleurs, ce modèle économique favorise la création d'emplois, notamment dans les secteurs du recyclage et de la réparation. De plus, l'innovation induite par l'économie circulaire ouvre de nouveaux marchés et opportunités commerciales, stimulant ainsi la croissance économique. Ainsi, les bénéfices sociaux de l'économie circulaire sont importants. En créant de nouvelles opportunités d'emploi et en stimulant l'entrepreneuriat local, ce modèle peut contribuer à la réduction de la pauvreté et à l'amélioration du bien-être social.

Défis de l'économie circulaire :

Néanmoins, il serait utopique de penser que la mise en place de l'économie circulaire est simple. En effet, bien que les avantages de l'économie circulaire soient clairs, sa mise en œuvre comporte plusieurs défis. D'un point de vue réglementaire, la transition nécessite souvent des changements législatifs importants, ainsi qu'une réorientation des incitations économiques pour favoriser des pratiques circulaires. Sur le plan technologique, l'économie circulaire demande des investissements conséquents et une collaboration intersectorielle. Ainsi, une transition réussie vers une économie circulaire demande une collaboration étroite entre les gouvernements, les entreprises, et la société civile. Les politiques publiques peuvent alors jouer un rôle clé en établissant des normes et en offrant des incitations pour encourager l'adoption de pratiques circulaires par les entreprises. En parallèle, les entreprises doivent, elles-aussi, s'engager à adopter des modèles d'affaires plus durables et à investir dans la recherche et le développement.

Par conséquent, bien que l'économie circulaire soit encore en développement, elle progresse rapidement. Les défis qu'elle pose, bien que non-négligeables, sont surmontables et les perspectives sont porteuses d'espoir. En s'attaquant aux obstacles actuels, en sensibilisant la société à ses principes, et en favorisant la collaboration entre tous les acteurs de la société, l'économie circulaire peut se développer davantage, offrant ainsi une voie durable pour l'avenir de notre planète et de ses habitants.

JO Paris 2024 : quelle médaille pour l'environnement ?

Par Vincent Bélanger

Sport

Le 26 juillet 2024, Paris accueillera, sur la Seine, la cérémonie d'ouverture des prochains Jeux olympiques d'été. L'événement, qui se clôturera le 11 août au Stade de France, recevra 10 500 athlètes venant de 90 pays. C'est symboliquement 100 ans après les Jeux de 1924 que la capitale française tiendra la flamme olympique, tandis que le monde est déjà en proie aux flammes d'une crise climatique. Alors, comment allier le plus grand événement mondial au plus grand défi de l'Humanité ?

Une organisation qui joue sur la communication verte

À l'origine de l'organisation de ces Jeux se trouve le Comité international olympique (CIO), basé à Lausanne (Suisse). Il mise sur des enjeux de sobriété, d'innovation et de durabilité pour Paris 2024. L'objectif majeur vise à réduire de 50 % les émissions totales de CO₂ émises lors de l'événement par rapport aux éditions précédentes. En 2016, la ville hôte de Rio avait par exemple dû construire 9 sites de compétition et avait émis 3,6 millions de tonnes de CO₂. Paris ne souhaite pas dépasser une empreinte carbone de 1,5 millions de tonnes à l'issue de l'événement. Ce chiffre ambitieux est découpé en trois axes : la construction (33 %), les opérations d'hébergement et d'alimentation (33 %) et enfin les déplacements de longue distance (34 %). À titre de comparaison, 1,5 million de tonnes de CO₂ correspond à ce qu'émettent 150 000 français en une année.

L'autre point fort écologique des prochains JO est qu'ils reposent sur 95 % de constructions existantes ou temporaires, afin de limiter la bétonisation et l'artificialisation des sols. Les seules constructions en cours, la plupart étant d'ailleurs en bois, sont un centre aquatique près du Stade de France, une arène de 7500 places, le village olympique et le village des médias. Cet enjeu de sobriété permettra après les Jeux de tirer profit des constructions en en faisant bénéficier la population.

En s'associant au WWF France, ces Jeux veulent devenir les premiers à respecter les objectifs de l'Accord de Paris sur le climat, signé en 2015, et qui vise à ne pas dépasser un réchauffement planétaire de 1,5 degré d'ici 2100 par rapport à l'ère préindustrielle. En 2017, Paris avait aussi conclu un accord de coopération pour travailler conjointement à l'organisation de jeux écologiques, solidaires et innovants afin de faire durer dans le temps l'ambition climatique lors des futurs Jeux d'été de Los Angeles en 2028.

Une ambition parfois contradictoire

L'épreuve de surf qui aura lieu sur le site emblématique de la vague de Teahupoo en Polynésie française suscite la contestation. En octobre 2023, une polémique éclate concernant la future tour en aluminium destinée aux juges, dont la construction à 4,4 millions d'euros menace les coraux du lagon selon les pêcheurs, surfeurs et écologistes locaux.

Or, une tour en bois existe déjà depuis 20 ans et est utilisée pour les épreuves de la World Surf League, mais ne serait pas conforme aux nouvelles normes olympiques. Forées dans le corail, les fondations de la nouvelle tour menaceraient tout un écosystème et impacteraient même le tracé de la vague. Les récifs coralliens font partie des écosystèmes les plus riches en biodiversité et protègent également des conséquences du changement climatique en freinant les phénomènes d'érosion et d'inondation.

Or, avec les activités humaines polluantes, les coraux blanchissent et finissent par mourir. Leur préservation est donc essentielle. Le village de Teahupoo, renvoyant l'image d'une Polynésie authentique craint donc une dénaturation du lieu. De plus, à cause de l'isolement du village, les athlètes seront logés dans un navire de croisière à proximité de la vague, une contradiction avec les ambitions climatiques promues par le CIO.

L'épreuve aura bien lieu à Tahiti mais la Fédération internationale de Surf a dernièrement proposé l'annulation du projet de tour, alors que les travaux ont déjà débuté.

En métropole, à Aubervilliers, dans le Nord de Paris, plusieurs hectares de jardins ouvriers -réservoirs de biodiversité- ont été détruits pour y construire un solarium rattaché à une piscine olympique qui accueillera l'entraînement des athlètes, provoquant ainsi la colère des habitants dont les jardins étaient une source de solidarité. Une des rares bonnes nouvelles pour la biodiversité parisienne reste le nettoyage de la Seine pour y accueillir les épreuves de nage en eau libre. Ce sont 350 tonnes de déchets qui y sont ramassés chaque année, sans parler de la pollution et de la possible présence de bactéries porteuses de virus. Les JO semblent donc être en voie de rendre à Paris une Seine plus propre.

La promesse de Jeux Verts remise en question

L'événement rassemblera 4 milliards de téléspectateurs et 16 millions de touristes dans la capitale française. L'image renvoyée est donc hautement prise au sérieux car elle participe avant l'enjeu écologique au rayonnement culturel et économique de Paris. Par exemple, avec la transformation de lieux culturels emblématiques comme le Château de Versailles qui accueillera les épreuves d'équitation et de pentathlon moderne ou les matchs de basket-ball joués sur la place de la Concorde.



L'événement ne se sépare pas non plus de ses nombreux sponsors parmi lesquels figurent de géantes multinationales comme Coca-Cola, qui a pourtant été désignée de nombreuses fois comme le premier pollueur plastique mondial.

Les débats s'intensifient sur la tenue de tels événements dans un monde aux ressources limitées. Dans une étude de Martin Miller publiée dans Nature Sustainability en 2021, trois axes d'action sont proposés. D'abord, réduire la taille des événements, car plus l'effectif est important, plus l'empreinte carbone augmente. Ensuite, l'étude suggère que les Jeux ne se tiennent que dans quelques villes qui se relaient tous les quatre ans la flamme afin de mutualiser les mêmes infrastructures. Enfin, il serait préférable de confier l'organisation des Jeux à une instance indépendante et contraignante qui pose des règles strictes et les contrôle.

Bien qu'indéniablement fédérateur, les JO invitent à se questionner sur l'essentiel et le superflu dans un monde en crise, alors que Paris est devenue, en 2021, la ville symbole de la lutte contre le changement climatique.

Repenser la nature par l'art et la culture pour renouer avec notre environnement

Par Kalya Nzesseu

Idées

Comment penser les changements climatiques et l'influence de l'humain sur la nature, sans gommer la question des inégalités en termes de responsabilités et de conséquences, notamment entre le Nord et le Sud, les plus riches et les plus pauvres ? L'urgence écologique est une crise globale et multidimensionnelle qui place l'humanité face à ce que le philosophe américain Stephen Gardiner, spécialiste de l'éthique environnementale, appelle la « parfaite tempête morale ». Elle nous force à repenser les fondements moraux de nos sociétés dites « modernes » et bouscule nos évidences occidentales. Les mots ont le pouvoir de conditionner notre vision du monde. C'est pourquoi, la révolution écologique est aussi une révolution philosophique et artistique.



crédit photo : @lefujidezoe

Cette dichotomie marque encore largement nos imaginaires. Les révolutions industrielles du XIXe et XXe siècle ont fait entrer la Terre dans une nouvelle ère géologique : l'Anthropocène. L'ère de l'humain, dans laquelle l'activité anthropique modifie de façon significative la géologie, l'atmosphère, ainsi que les écosystèmes planétaires et dont on observe aujourd'hui les conséquences de plus en plus graves. Il est donc largement admis que les habitudes de consommation des sociétés industrielles doivent radicalement changer, si nous voulons assurer un avenir durable aux générations futures. Ce qui signifie modifier notre conception des besoins humains et repenser les fondements même de notre manière d'habiter la nature et d'interagir avec elle. Or, le modèle capitaliste repose sur une logique d'accumulation incessante où chaque portion de capital doit évoluer ou périr, et tout entrepreneur doit continuellement étendre ses parts de marché et augmenter ses bénéfices, sans quoi il risque de perdre sa place dans un ordre social profondément inégalitaire et individualiste. Dans un système où l'argent prime, la nature est constamment dévaluée et soumise à notre quête du toujours plus. Pourtant, le capital n'a rien de naturel et cette vision n'a pas toujours été la norme.

L'idée de nature est relative et déterminée par une histoire culturelle, tout comme l'idée de progrès humains. Le regard occidental est conditionné par une culture technique et scientifique dans laquelle la terre et l'eau sont perçues d'abord comme des éléments à exploiter, voire à surexploiter. Mais chaque culture humaine se construit en produisant sa propre conception de la nature et en pensant des solutions adaptées à son environnement. Le Japon, l'Inde, la Corée du Sud... nombreuses sont les cultures asiatiques, par exemple, à accorder de l'importance à la nature et à la volonté de vivre en harmonie avec elle. Même si la vision capitaliste et la société de surconsommation se sont imposées dans toutes les régions du monde, et ce, à travers diverses formes de domination et de violences (colonisation, exploitation des femmes et du Sud Global, etc.), c'est un modèle à bout de souffle. La pandémie de Covid-19 l'a prouvé. Nos corps et nos esprits sont à bout de souffle. De ce point de vue, la menace du réchauffement climatique représente l'occasion d'un réveil collectif salutaire, avec lequel l'individu moderne, que l'urbanisation et la digitalisation du monde a rendu imperméable à la nature, doit prendre conscience de combien son confort repose sur la destruction de celle-ci, et combien cette nature dépend de notre histoire passée, présente et future.

De l'état naturel des choses à la domination de la nature par l'humain

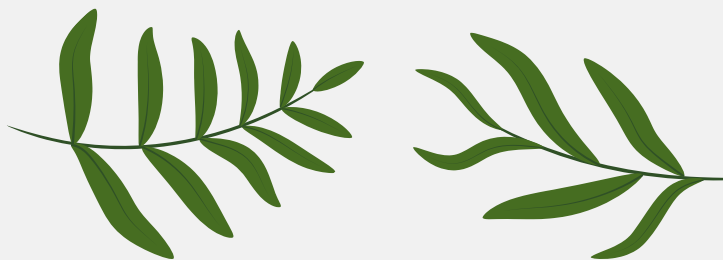
Le mot « nature » trouve sa source dans le latin *natura*, qui signifie à la fois « l'action de faire naître », « l'état naturel et constitutif d'une chose », et « l'ordre des choses ». C'est donc un terme polysémique qui désigne aussi bien le milieu naturel que ce qui constitue une chose ou un individu. Dans l'Antiquité, d'Aristote aux stoïciens, la notion a une place extrêmement importante. La nature peuple les mythologies grecques et romaines, prenant la forme de divinités et la recherche de ce qui constitue la nature humaine est au cœur de la littérature. La sagesse stoïcienne nous exhorte à « vivre en accord avec la nature », c'est-à-dire en accord avec notre constitution d'êtres vivants. Toutefois, le développement de la science moderne introduit une opposition entre la nature, qui serait extérieure à l'humain, et à la culture qui serait intrinsèque à l'humanité. Dans son *Discours de la méthode* (1637), Descartes dépeint la domination scientifique et technique de la nature comme la condition du progrès humain. Selon lui, et la conception dominante dans nos sociétés occidentales, la science n'est pas une activité contemplative et désintéressée, comme pour les penseurs grecs. L'humanité doit comprendre la nature pour mieux la maîtriser, et la mettre à son service.



De la déconnexion à la reconnexion

Aujourd'hui, plus de la moitié de la population mondiale vit en ville et nous sommes toujours plus happés par les distractions du monde moderne, ce qui contribue à nous déconnecter de notre environnement. Dans le confort de nos appartements, nous nous confrontons de moins en moins à la nature. Car la nature, dans notre imaginaire collectif, est souvent source d'angoisse. Que ce soient les araignées, les serpents, ou encore les forêts sombres, nombre d'entre nous ont développé des biophobies face à un monde vivant qui peut paraître agressif et dangereux. Parfois rationnelles et parfois irrationnelles, comme la peur des requins (la plupart d'entre nous n'en rencontreront jamais), elles sont symptomatiques de la méconnaissance grandissante de la nature. La plupart des insectes et des animaux qui nous font peur sont en réalité essentiels à la biodiversité. Il est donc fondamental que nous renouons avec notre environnement, ne serait-ce que parce que les bienfaits de la nature sur la santé ne sont plus à prouver.

Ainsi, l'éloignement n'est pas seulement géographique, mais également culturel. La nature apparaît de moins en moins au cinéma et dans la littérature, et plus particulièrement dans les œuvres pour enfants. En 2014, une étude menée par Anne-Caroline Prévot, chercheuse en sciences de la conservation au MNHN, mettait en lumière une diminution progressive de la représentation de la nature dans les films Disney et Pixar au fil des années. La culture est de plus en plus urbaine tandis que les représentations que consomment les enfants d'aujourd'hui influenceront les décisions de demain. En ce sens, la culture populaire pourrait être un levier intéressant afin de répondre aux défis environnementaux. Et ça, le réalisateur Hayao Miyazaki l'a bien compris. De Princesse Mononoké à Mon Voisin Totoro en passant par Le Voyage de Chihiro ou encore son dernier long-métrage, Le Garçon et le Héron, la plupart des films du maître de l'animation japonaise offrent une vision dynamique et spirituelle de la nature qui n'est pas seulement un décor, mais un personnage à part entière. Au-delà de la vision occidentale de domination, il nous invite à nous questionner sur un idéal d'équilibre entre la nature et l'humain. Il est donc, de mon point de vue, pertinent d'envisager l'art comme une dimension essentielle à la sensibilisation du grand public à la cause écologique.



Enfin, une piste non-négligeable pour repenser notre rapport à la nature serait de redonner une voix à ceux qui détiennent des savoirs essentiels à la protection de la Terre. Reconnaître et valoriser les savoirs autochtones dans le processus de prise de décision permet de faire un pas vers la réconciliation et la mise en place de méthodes de conservation et de protection réellement respectueuses de l'environnement. Selon l'ONU, les peuples autochtones représentent 5 % de la population, mais sont les protecteurs de 80 % de la biodiversité. En effet, le lien qui les lie à leurs territoires est profond et ancien ce qui leur permet d'avoir une connaissance approfondie des écosystèmes, des cycles et des plus petits indicateurs d'un déséquilibre. Le 17 avril 2023, Antonio Guterres déclarait « Apprenons des expériences des peuples autochtones et adoptons-les », à l'ouverture de la session 2023 de l'Instance permanente des Nations-Unis sur les questions autochtones.

Au fil des siècles, nous avons perdu le lien qui liait nos ancêtres à la nature. Mais dans une société de plus en plus individualiste qui valorise la course au profit et l'instantané, il est essentiel de ralentir et de retrouver une connaissance sensible de notre environnement. En ce sens, l'art et la culture se révèlent être des alliés de choix pour la lutte écologique afin de repenser collectivement notre rapport occidental à la nature.

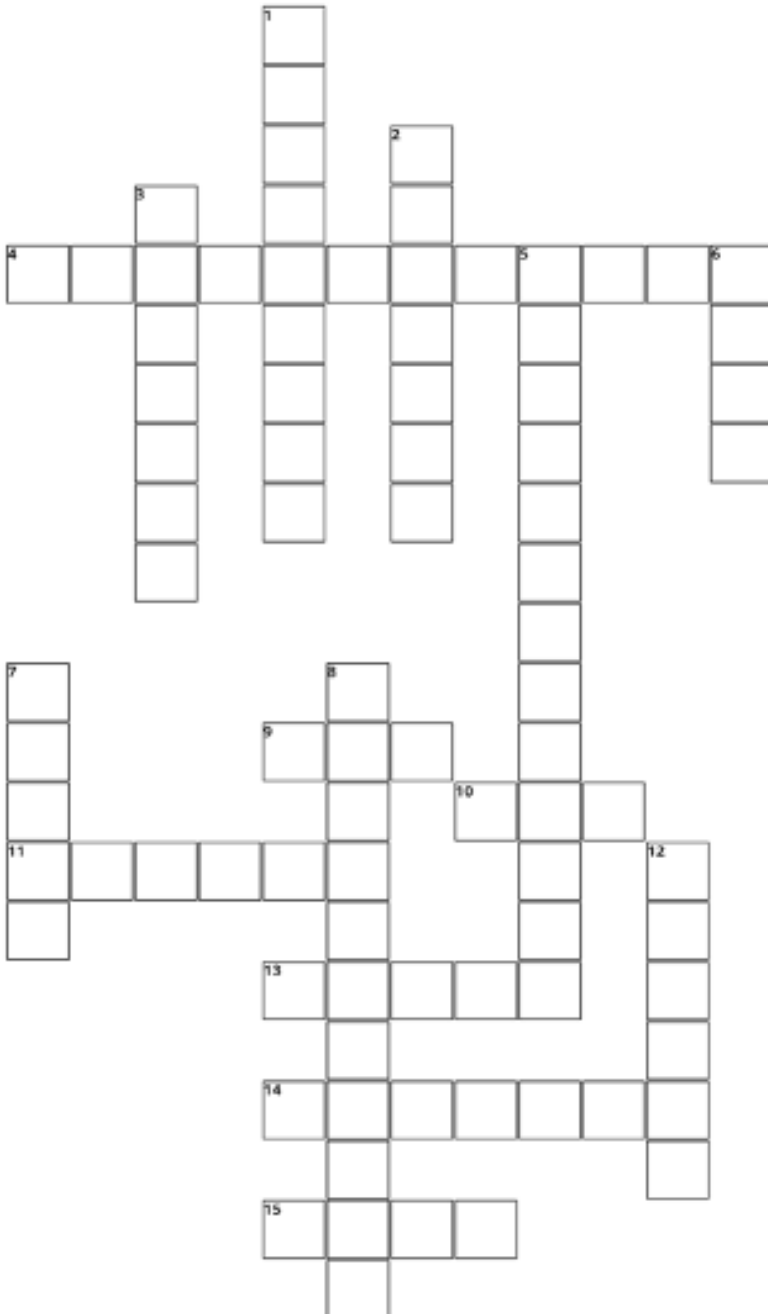
Un grand merci à toute notre équipe sans qui rien n'aurait été possible, particulièrement à nos rédacteurs !

Un merci particulier à Zélie, qui a dessiné et illustré une grande partie de ce premier numéro du Polémique !

Merci à Zoé pour la mise en page, à Sarah et Kalya pour la relecture et à l'aide précieuse qu'ont apporté Lehna et Emma dans le réarrangement de cette dernière ! Et enfin à Matthias qui a co-dirigé la rédaction de cette semestrielle et l'a numérisée.

Mots croisés

Fait par Lola Chistrophe



Vertical

1. Déesse de l'amour
2. Lettre de l'alphabet grec
3. Continent
5. Phénomène d'absorption excessive de dioxyde de carbone par les océans, qui constitue une grande menace pour les écosystèmes marins
6. Damoclès n'appréciait pas la sienne
7. Protocole qui fut signé en 1977, lors de la troisième Conférence des Parties
8. Elle est l'autrice de "Femmes Race et Classe"
12. Il a prononcé la citation suivante : "Notre maison brûle, nous regardons d'ailleurs"

Horizontal

4. Concept économique, politique et social apparu dans les années 1970 remettant en cause le système capitaliste d'aujourd'hui
9. Organisation fondée en 1945
10. Saison normalement la plus chaude
13. Début de la journée
14. Face aux catastrophes climatiques, la capitale fut déplacée en 2019 pour raisons climatiques
15. Organisme créé en 1981 par le PNUE et l'OMM qui publie des rapports scientifiques concernant le changement climatique

Le Polémique vous remercie d'avoir lu cette première édition

Les coups de coeur du Polémique



Du côté cinéma



Une Série

L'Effondrement est une série télévisée française inspirée par les thèses de la collapsologie, créée, écrite et réalisée par le collectif Les Parasites et produite par Canal + en 2019.

Cette série suit les trajectoires d'individus, de groupes et de familles, à différents moments et en différents lieux, alors qu'ils cherchent par différents moyens à survivre dans un monde et un contexte qu'ils ne maîtrisent plus car en situation d'effondrement.

Marquante pour sa mise en scène en plan séquence et son réalisme, la série est particulièrement recommandée car elle nous plonge dans les mécaniques de survies. Nous sommes amenés à réfléchir aux causes de notre potentiel effondrement. Aussi, nous constatons les structures de dominations subsistantes durant la chute de nos sociétés, ce qui nous pousse à imaginer un monde autrement pensé. Notons que la notion de communauté survivaliste est abordée de façon très intéressante.

Un Documentaire

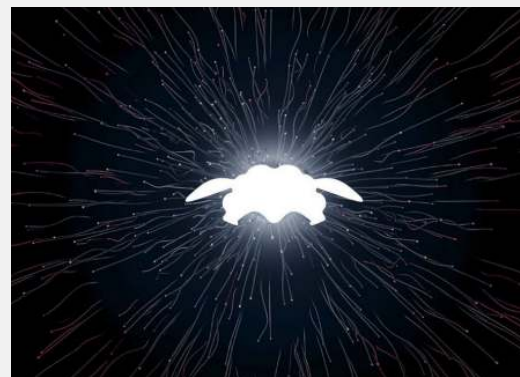
Bigger Than Us est un film documentaire français produit et réalisé par Flore Vasseur en 2021. Le documentaire suit Melati Wijsen, une indonésienne de 18 ans et militante établie contre la pollution plastique dans son pays. Elle veut comprendre comment tenir bon et poursuivre son action, alors elle décide de rencontrer six autres jeunes militants à travers le monde. Ce documentaire est le parfait complément du documentaire Demain réalisé par Cyril Dion et Mélanie Laurent, sorti en 2015. Il est le parfait vecteur pour nous encourager à rester positif et tenir bon. Surtout, il parle à la jeunesse merveilleusement bien en donnant la parole à des passionnés qui arrivent à changer suffisamment les choses à leur échelle pour continuer à croire qu'ils sont utiles. Il est possible d'agir et nous apprenons énormément sur les possibilités réelles de le faire.



Une chaîne Youtube

Mélody Sheep, est une source inépuisable de réflexions scientifiques et philosophiques sur ce qui se passe réellement au niveau métaphysique dans l'espace et sur le temps long. Son créateur est John D Boswelle, qui est un américain: cinéaste, compositeur et un artiste de VFX hors du commun. Les vidéos de sa chaîne posent la question de la vérité nécessaire à admettre sur le temps très long au niveau de l'espace ou sur la Terre grâce à la recherche scientifique. Sa vidéo "Timelapse of the future" s'intéresse par exemple à l'avenir de la vie de l'Univers. Nous vous conseillons également "The Human Future" qui pose la question scientifique de l'avenir de l'humanité sur terre. Les vidéos sont possibles en sous-titrage français. Plusieurs partenariats sont disponibles avec National Geographic ou Disney +.

Nous vous conseillons aujourd'hui cette chaîne, car elle nous fait réfléchir à la complexité des échelles immensément grandes dans notre monde et notre univers. La sous tension avec la finitude nous questionne sur notre capacité à accepter les défis actuels face à l'espoir que nous prônons ici. Il est possible à travers ces vidéos de se poser les questions scientifiques et philosophiques qui valent la peine dans l'utilité que nous portons pour conserver notre Humanité face au dérèglement climatique. Quel sens devons nous donner à nos actions sur Terre ?



Du côté podcast



Les sujets sur l'écologie te passionnent ? N'attends plus et va écouter le super podcast Chaleur Humaine proposé par le média français Le Monde. Comment atteindre la neutralité Carbonne ? Comment faire face au défi climatique ? La finance peut-elle être verte ? Tout cela, c'est sur spotify, deezer ou encore apple podcast ! Alors n'hésite plus va t'informer pour dénicher les clefs du monde vert de demain !



On ne peut parler d'écologie sans féminisme et de féminisme sans écologie. Tous deux victimes du même système d'oppression, Les Couilles sur la Table explore dans certains de ses épisodes ce lien étroit qui nous lie avec la nature.

Alors, voilà ! Offre toi 40 à 50 minutes de pur bonheur, d'évasion intellectuelle et émotionnelle avec le podcast "Les Couilles sur la Table" de Victoire Tuillon. A travers son podcast, Victoire se plonge et explore le féminisme sous tous les angles avec des entretiens, des interviews, des reportages sonores qui nous transportent dans son univers, celui d'un monde vert où la justice sociale prime avant tout le reste.



Un livre



« On dit que les territoires nous façonnent. J'avais dix ans quand j'ai compris que le dérèglement climatique menaçait mon univers entier, et toutes mes histoires de famille, dont les glaciers renferment le souvenir. » Camille Étienne a grandi dans un espace en voie de disparition. Dans un de ces lieux où le danger est déjà réel, concret.

Face à un effondrement d'une telle ampleur, il est aisé de sombrer dans la paralysie. Mais, nous dit-elle, « notre impuissance est une construction qui ne nous appartient pas », et qui sert ceux qui exercent et jouissent pleinement de leur pouvoir.

Dans cet essai, Camille Étienne identifie les mythes qui nous entravent : éco-anxiété, fracture générationnelle, déclic, fausses peurs. Les paniques morales n'ont qu'un dessein : nous distraire de la peur qui devrait nous habiter et qui pourrait nous pousser à désobéir, ralentir ou cesser de coopérer.

Pour rester “in touch”

Retrouvez toutes les sources des articles en
scannant le QR code ci-dessous



Psst... tu es fan de radio : le polémique a son podcast !
Découvre laVoix du polémique sur Spotify ou
directement sur notre site internet !



Psst... tu es fan de vidéo : le polémique a sa propre
équipe de production vidéographique !
Découvre tout notre contenu sur instagram ou
directement sur notre site internet



Retrouve-nous sur les réseaux :

Instagram : @lepolemique

Linkeldn : Le polémique

Ou bien directement sur notre site internet : <https://www.le-polemique.com/>